



Il faut maintenir la formation des enseignants dans le service public partout dans l'académie.

Depuis le début des discussions sur la réforme de la formation des enseignants, la FSU n'a eu de cesse de dénoncer le risque de fermeture de certains sites de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPE) comme à Quimper dans le Finistère et à Vannes.

Alors que l'on peine aujourd'hui à recruter des enseignant·es dans l'Éducation Nationale et à l'heure de mobilisations nationales d'envergure avec pour principal mot d'ordre la défense de moyens pour les services publics, la volonté du Rectorat de supprimer des sites de formation des professeur·es est inadmissible.

Cela entraînera inévitablement une rupture d'égalité de traitement pour les étudiant·es qui se destinent au métier d'enseignant·e. Il est inacceptable, dans le contexte actuel où le métier est en perte d'attractivité, que la Rectrice de l'académie de Rennes prenne une telle décision.

Dans le Morbihan, cette mesure s'accompagne d'une attaque sans précédent contre la mission publique de formation. En effet, le rectorat laisserait l'Université Catholique de l'Ouest (UCO) assurer seule la formation des futurs enseignant·es !

La FSU dénonce cette décision.

Quand le réseau privé confessionnel sous contrat, financé à 75 % par de l'argent public, clame sur tous les toits qu'il s'autorise à ne pas appliquer les programmes nationaux, et qu'il s'exonère par exemple à cette rentrée de ses obligations sur l'Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité (EVARS), il est inconcevable que le seul site de formation des futur·es enseignant·es du Morbihan soit à l'UCO.